

Document

Alliance Rome-Moscou contre la liberté de conscience.

(<http://www.voltairenet.org>)

23.07.10

Ce sont désormais 21 Etats membres du Conseil de l'Europe sur 47 qui contestent l'arrêt rendu par la Cour européenne des Droits de l'homme dans l'affaire des crucifix dans les écoles.

L'affaire enflamme l'Italie depuis plusieurs années. Mme Soile Lautsi avait demandé que la direction de l'école publique de ses enfants retire les crucifix de leurs salles de classe. Cela lui avait été refusé et le litige avait été porté en justice. En 2005, le tribunal administratif italien avait donné tort à la requérante au motif que « *le crucifix est à la fois le symbole de l'histoire et de la culture italiennes, et par conséquent de l'identité italienne, et le symbole des principes d'égalité, de liberté et de tolérance ainsi que de la laïcité de l'Etat* ». Cependant, le 3 novembre 2009, la Cour de Strasbourg avait condamné ce jugement, affirmant que « *l'exposition obligatoire d'un symbole d'une confession donnée dans l'exercice de la fonction publique, en particulier dans les salles de classe, restreint le droit des parents d'éduquer leurs enfants selon leurs convictions ainsi que le droit des enfants scolarisés de croire ou de ne pas croire* ».

Contestant cette décision, l'Arménie, la Bulgarie, Chypre, la Grèce, la Lituanie, Malte, Monaco, la Roumanie, la Fédération de Russie et Saint-Marin ont déposé des mémoires devant la Cour, qui les a entendus le 30 juin 2010. Postérieurement à cette audience, l'Albanie, l'Autriche, la Croatie, la Hongrie, la Macédoine (ARYM), la Moldavie, la Pologne, la Serbie, la Slovaquie et l'Ukraine se sont joints à la contestation.

Cette soudaine fronde des exécutifs contre la Cour s'explique par l'alliance conclue entre le métropolite Hilarion (responsable des relations extérieures du Patriarcat orthodoxe de Moscou) au nom du patriarche Cyrille Ier et le pape Benoît XVI en mai dernier. Les Eglises séparées, catholique et orthodoxe, ont décidé d'unir leurs efforts contre la sécularisation des sociétés européennes.